

# DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de  
Conseillers :

En  
exercice **67**

Présents **54**

Votants **63**

**Dont 9 procurations**

L'an deux mille vingt quatre le : **Jeudi 26 Septembre à 18 H 30**  
le **Conseil Communautaire dûment convoqué,**  
s'est réuni en session **ordinaire** à la Salle des Fêtes de Charrin

sous la **Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.**

**Date de convocation : 19 Septembre 2024**

**Etaient présents :**

- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : Georges CHÂTEAU
- **Biches** : Annie LECERF
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT
- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAUX  
Julien DENOUEL  
Jean-Michel AGEZ  
Monique BERNARD
- **Charrin** : Serge CAILLOT, Hervé GARÇON
- **Châtillon-en-Bazois** : Christine MASCARELLO  
Jean-Christophe SAVE
- **Chiddes** : Bernadette MADINSKI
- **Chouigny** : Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christiane MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : David BONGARD, Frédéric LEMOINE
- **Isenay** : Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : Pascal PERRIN
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : Nathalie MICHON
- **Limanton** : Patrick REVENEAU
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN, Olivier FAURE,  
Florence CHANDIOUX, Thierry DESCOURS,  
Floor NUSINK

OBJET :

**TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE :**

**DEBAT SUR LES  
ZONES  
D'ACCELERATION  
DES ENERGIES  
RENOUVELABLES  
(ZaENR)**



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture  
ou en Sous-Préfecture  
le : **21/10/2024**

Publié ou notifié  
le : **21/10/2024**

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le



ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_132-DE

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : /
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : /
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoin MAGGIAR

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_132-DE



- **Moulins-Engilbert** : Marie-Claire RANVIER,  
Jean-Paul LAMBOURG

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : **Marcel CANTAT Supplée Claude ROYÉ**
- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE
- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : /
- **Ternant** : **Alain BARBEY Supplée Olivier FOREST**
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : Pascale CHAMARD
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

#### Procurations de :

- 1 – Mme Caroline MARCEAU à M. Sébastien DESCREAUX
- 2 – Mme Sylvie DELAVELLE à Mme Jocelyne GUERIN
- 3 – M. Michel MARIE à M. Jean-Christophe SAVE
- 4 – M. Pascal GUERIN à M. Romain COUGNY
- 5 – M. Sylvain BONNODOT à M. Michel DURAND
- 6 – Mme Marie-Laure PARMENTIER à Mme Monique BERNARD
- 7 - Mme Marie-Christine ROY à M. David BONGARD
- 8 – Mme Elisabeth JOSSE à Mme Marie-Claire RANVIER
- 9 – M. Serge DUCREUZOT à M. Serge CAILLOT

## **TRANSITION ECOLOGIQUE : DEBAT**

### **SUR LES ZONES D'ACCELERATION**

#### **DES ENERGIES RENOUVELABLES (ZaENR)**

M. Antoine-Audoine MAGGIAR, conseiller communautaire délégué à la transition écologique, explique que, comme déjà évoqué, il est demandé par l'Etat d'organiser un débat en conseil communautaire sur les zones d'accélération des ENR suite aux délibérations des communes.

La mise en œuvre de ce temps d'échange est indispensable dans la poursuite de la procédure liée à la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables par les communes.

Le débat devait avoir lieu avant le 31 mai 2024. Mais toutes les communes n'avaient pas délibéré à cette date et certaines communes n'ont pas encore délibéré. La loi du 10/03/2023 précise que les communes « peuvent délibérer » et non pas « doivent délibérer ».

#### **Sur les 46 communes de la CCBLM :**

- 25 communes ont délibéré avant le 15/04. Leur délibération a pu être transmise au niveau régional.
- 32 communes ont délibéré au total (Achun, Alluy, Aunay-en-Bazois, Biches, Brinay, Cercy la Tour, Charrin, Chatillon-en-Bazois, Fléty, Fours, Isenay, Larochemillay, Limanton, Luzy, Maux, Montapas, Montaron, Mont et Marré, Montigny sur Canne, La Nocle Maulaix, Poil, Saint Gratien Savigny, Saint Hilaire Fontaine, Saint Honoré les Bains, Savigny Poil Fol, Sermages, Tazilly, Ternant, Thaix, Tintury, Vandenesse, Villapourçon)
- 5 communes sont en cours de définition des zones

La répartition des zones est présentée par types d'énergies renouvelables. Les échanges doivent porter sur la cohérence des zones.

Des cartographies par types d'énergies (Production électrique au sol, Production électrique en hauteur, Production de chaleur, Méthanisation) ont été extraites de la plateforme dédiée à date du 15 avril 2024 et fournies par la DDT.

Suite aux différentes remontées faites à la DDT, le comité régional de l'énergie va réétudier les zones, deux scénarios vont en découler :

- Si les zones sont suffisantes pour atteindre les objectifs régionaux, le référent préfectoral arrête les cartographies des zones identifiées.
- Si les zones sont insuffisantes pour atteindre les objectifs, le référent préfectoral demande aux communes l'identification de nouvelles zones.

*Mme Billoué dit que la Préfecture a expliqué lors des réunions que cela pourrait s'imposer aux communes qui n'ont pas délibéré.*

*M. Pouchet dit qu'on ne peut pas imposer aux propriétaires des projets d'énergies renouvelables.*

*Monsieur le Président explique qu'on impose rien aux propriétaires.*

*M. Margerin dit que sa commune n'a pas délibéré.*

*M. Maggiar dit que c'est flou et qu'au départ, il avait été dit que les communes devaient délibérer mais finalement les communes « peuvent délibérer ». Si les zones sont insuffisantes, l'Etat peut obliger les communes à définir des zones.*

*Mme Billoué explique qu'il faut un minimum de surface au niveau régional et que ce sera étudié au niveau régional quand toutes les communes auront délibéré.*

*M. Joyeux explique que la chambre d'agriculture a limité les surfaces par commune pour les projets agri-photovoltaïque.*

*Mme Bernard explique qu'elle siège pour le SIEEEN au niveau régional, une réunion aura lieu début décembre. Il leur a été expliqué que si les zones étaient insuffisantes, les communes devront revoir leurs copies.*

*Mme Michon explique que, comme la commune de Larochemillay est dans le Parc naturel régional du Morvan et en zone Natura 2 000, elle a expliqué à ses habitants qu'il n'était pas possible d'installer du photovoltaïque au sol mais uniquement en toiture.*

*M. Maggiar répond que c'est ce qui a été dit par le Parc naturel régional du Morvan.*

*Mme Bernard dit que le gros soucis en ce moment, ce sont les postes source.*

*Mme Billoué explique qu'un poste source pour les énergies renouvelables sera créé à Cercy-la-Tour d'ici 6 ans.*

*M. Joyeux dit que pour avoir un poste de source, il faut des demandes de permis de construire posés c'est-à-dire validés par la CDPENAF.*

*M. Garçon explique que si on fait trop de photovoltaïque, l'été il y a trop de production d'électricité par rapport à la consommation. Il faut consommer à proximité du lieu de production.*

*Mme Bernard explique que, cet été, les ombrières du circuit de Magny-cours produisaient trop d'électricité et l'électricité a été envoyée dans le sol.*

*M. Garçon explique qu'à la campagne, on nous oblige à faire des choses alors que la consommation est surtout en ville.*

*M. Cougny dit qu'il a eu les mêmes informations que Larochemillay concernant le PNR du Morvan et Natura 2000. Il rejoint Hervé Garçon, on produit déjà trop d'électricité et on veut qu'on en produise plus. La délibération nous engage. On voit des éoliennes dans l'Yonne par exemple, est-ce que c'est ça qu'on veut comme paysage ? On produira trop d'électricité et cela pousse à produire plus. Il faut savoir ce qu'on veut laisser à nos enfants. Les débats sont importants et doivent se poursuivre. Il se demande pourquoi on demande aux communes d'être autonomes en énergie.*

*M. Bongard dit que l'Etat compte sur nous pour répondre aux exigences des COP 21, COP 22.*

**Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, prend acte de la tenue d'un débat sur les zones d'accélération des énergies renouvelables.**

Envoyé en préfecture le 21/10/2024

Reçu en préfecture le 21/10/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240926-2024\_CC\_132-DE



**Pour copie certifiée conforme,  
Fait à Moulins-Engilbert,  
Le 26 Septembre 2024**

**Le Secrétaire de Séance,  
Hervé GARÇON.**



**Le Président,  
Serge CAILLOT.**